

Extrait du Autisme-Economie.org

<http://www.autisme-economie.org/article186.html>

Le modèle « offre globale, demande globale »(AD-AS) : un tissu d'inepties et d'incohérences à bannir de l'enseignement



Date de mise en ligne : vendredi 29 mai 2015

- Les Textes - Textes du mouvement - Textes critiques sur la théorie néoclassique -

Description :

critique du modèle AD AS par le biais de leur présentation par de leur présentation par les principaux manuels d'économie.

Copyright © Autisme-Economie.org - Tous droits réservés

Dans leur célèbre manuel, L'économie (16ème édition, 1998), Paul Samuelson et William Nordhaus écrivent dans leur chapitre 20, *Aperçu sur la macroéconomie* :

« Au coeur de la macroéconomie, il y a la demande et l'offre globale » (page 381).

Il suffit de jeter un coup d'oeil à n'importe quel manuel de macroéconomie de premier cycle - dont les plus en vue, le « Mankiw » et le « Blanchard-Cohen » - pour constater que ce qu'on appelle communément le modèle AD-AS (pour *Aggregated Demand et Aggregated Supply*), ou OG-OD, constitue une sorte d'aboutissement, résultat de la superposition de trois modèles : le modèle IS-LM, un modèle de « marché du travail » (en équilibre partiel) et un modèle (en fait, une équation) sur les réactions des agents aux variations des prix et des salaires. Chacun de ces modèles pose en fait des problèmes - dont le plus important provient de l'hypothèse manifestement fautive selon laquelle les banques centrales « offrirait » de la monnaie (la masse monétaire serait une variable *exogène*). En outre, la superposition en un modèle « global » de ces trois modèles « partiels » est à l'origine d'*incohérences* qui sautent aux yeux de toute personne sensée.

Pour déceler les failles fondamentales du modèle AD-AS, qui lui enlèvent tout intérêt, il suffit donc de se reporter à la présentation qui en est faite dans les manuels « élémentaires » les plus réputés. Leurs auteurs voulant « faire simple », quitte à prendre leurs lecteurs pour des demeurés, elles apparaissent de façon particulièrement flagrante.

Les errements des « prix Nobel » Samuelson et Krugman

Paul Samuelson est un des esprits les plus puissants et les plus fins de la grande tribu des économistes. En dépit de cela - et en raison du grand âge ? - il s'égare lorsqu'il aborde, dans son manuel (rédigé avec Nordhaus), la question de la monnaie où il explique que :

« en modifiant la masse monétaire, la Réserve Fédérale peut influencer bon nombre de variables économiques et financières, comme les taux d'intérêt, le cours des actions, le prix du logement et les taux de change. Restreindre l'offre de monnaie amènera une hausse des taux d'intérêt (...) si la Banque Centrale est confrontée à une récession, elle peut augmenter la masse monétaire et donc faire baisser les taux d'intérêt... ». (nous soulignons) [1].

Au moment de la publication du manuel, il existait pourtant [un large consensus](#) chez les économistes, y compris chez ceux qui se disent « monétaristes », sur le fait que les Banques Centrales n'ont pas un contrôle direct sur la masse monétaire, et que leur principal moyen d'action (instrument) est le *taux d'intérêt*, dont les variations *précèdent* celles de la masse monétaire, et non le contraire. A l'époque de la publication du manuel (1998), et encore aujourd'hui, « les marchés » et les médias n'avaient d'yeux que pour le taux d'intérêt « directeur » des banques centrales et non pour une « offre de monnaie » dont personne ne sait ce qu'elle est exactement [2]. Le plus drôle (ou triste ...) est que Samuelson et Nordhaus illustrent leur propos par un extrait d'article d'un journal, le *US News and World Report* :

« Alan Greenspan vient de lancer un nouveau missile monétaire. La semaine dernière, pour la quatrième fois au cours des derniers mois, *la banque centrale a relevé le taux d'intérêt* à court terme pour chasser l'inflation de son horizon » (nous soulignons, p. 505),

sans s'apercevoir qu'il contredit ce qu'ils viennent d'affirmer (le levier utilisé par la banque centrale est bien le *taux d'intérêt* et non l'« offre de monnaie ») [3]. Pauvres étudiants...

Une présentation de la création monétaire tellement en opposition avec ce que l'on observe ne peut s'expliquer que par le désir irrésistible d'introduire l'idée de « demande globale » (AD), premier pas vers l'« équilibre global » - le deuxième étant l'introduction de l'offre globale (AS). Les fonctions de demande dépendant généralement des prix, la variable retenue ici est - puisqu'on est en « macroéconomie » - le *niveau des prix*. La demande globale est ainsi donnée par :

« le montant que les consommateurs, entreprises et autres achèteraient, pour chaque niveau des prix, *les autres facteurs étant maintenus constants* » (nous soulignons, p 439).

Parmi ces « autres facteurs » il y a évidemment les *revenus* des « consommateurs, entreprises et autres », revenus qui varient *forcément* avec les prix - puisque les dépenses des uns (qui dépendent des prix) sont les revenus des

autres. Il est donc *impossible* de « maintenir constants » ces revenus lorsque les prix varient. Première absurdité.

L'affaire devient carrément grotesque quand, après avoir expliqué que

« l'offre globale dépend du niveau des prix, de la capacité de production et du niveau des coûts » (p 381),

l'offre globale est représentée par une courbe croissante (AS) qui

« indique la quantité que les entreprises veulent produire *pour chaque niveau de prix*, toutes choses égales par ailleurs » (nous soulignons, p 383).

Encore une absurdité, puisque pour déterminer les « quantités qu'elles veulent produire », les entreprises ne prennent pas seulement en compte le niveau des prix des biens offerts, mais aussi leurs *coûts*, qui dépendent évidemment des prix - ce qui est un prix pour le vendeur est un coût pour l'acheteur. On est en présence d'un exemple typique de [sophisme de composition](#) - qui consiste à transposer au tout ce qui n'est valable que pour une partie de ce tout. Dans le cas présent, la distinction entre prix et coût a un sens *au niveau de l'entreprise* - qui vend un type de bien et en achète d'autres, de types différents - mais n'en a pas *au niveau global, agrégé*, où les entreprises, et les biens, forment un tout.

Paul Krugman, un autre "prix Nobel", dans son manuel de macroéconomie (avec Robin Wells) pense éviter le sophisme de composition en supposant un décalage dans le temps. La « croissance de l'offre globale » avec les prix s'expliquerait ainsi par le fait que « *sur le court terme*, la plupart des coûts ne varient pas » (nous soulignons).

Ce qui est peut être vrai pour une entreprise, mais pas pour l'*ensemble d'entre elles*, comme on l'a déjà signalé [4].

En invoquant un décalage, Krugman veut faire passer l'idée que la « rigidité » (des salaires, par exemple) empêche que l'« ajustement d'équilibre » s'effectue immédiatement, ou rapidement, mais pour donner une forme précise à cette idée, il faudrait envisager un processus, qui distinguerait les secteurs où les prix augmentent d'abord et qui décrirait la façon dont ces hausses se propagent aux autres secteurs - et donc, entre autres, aux coûts des premiers. Ce que Krugman, ni personne d'autre, ne propose de faire, car cela serait bien trop compliqué, avec au bout du compte une éventuelle « solution » qui dépend étroitement des hypothèses faites - largement *ad hoc*.

Equilibre global ou équilibre général ?

Les courbes AD-AS ressemblent à celles des manuels de microéconomie avec, sur les axes, des prix et des quantités - comme dans les modèles d'équilibre partiel.. Les variables étant ici « globales » - ce sont des agrégats -, la tentation est grande de confondre l'équilibre *global* avec l'équilibre *général* de la microéconomie. Ce qui serait une grave erreur, que Samuelson et Nordhaus signalent d'ailleurs dans un *Avertissement concernant les courbes AD et AS* :

« il faut prendre garde à la confusion possible entre offre et demande microéconomiques et offres et demandes globales » car « les deux ensembles de courbes ont une ressemblance superficielle » alors qu'« ils expliquent des phénomènes très différents » (p 383).

Ils expliquent bien plus loin, dans un nouvel « avertissement », que

« la pente négative de la fonction de demande microéconomique vient de ce que les consommateurs substituent des biens moins chers aux biens plus chers » (p 440),

alors que la pente de la demande globale est négative

« pour une toute autre raison : la dépense totale baisse quand le niveau des prix augmente, principalement parce qu'une même masse monétaire nominale donnée est à répartir entre les demandeurs par la hausse des taux d'intérêt, le resserrement du crédit et la réduction de la dépense totale » (p 440).

On pourrait donc « resserrer le crédit » en laissant la masse monétaire inchangée ... alors qu'on s'accorde de nos jours à gommer (ou presque) toute différence entre crédit et masse monétaire ! Celle-ci serait ainsi « répartie » entre divers usages - dont la « dépense des agents », qui serait d'autant plus faible que les prix sont élevés (à masse monétaire donnée). On retrouve la vieille idée éculée du pouvoir d'achat des « encaisses monétaires » détenues par les agents [5]. Idée reprise dans toute sa splendeur par un autre économiste vedette, Gregory Mankiw, qui écrit, dans ses *Principes d'économie* - manuel le plus vendu dans le monde, paraît-il :

« quand le niveau des prix baisse, la valeur nominale de l'argent qu'il y a dans vos poches ou dans votre compte courant est constante mais sa valeur réelle augmente ».

Comme si les pièces et les billets « dans vos poches », auxquels s'ajoute le solde de votre compte (courant) en

banque, constituaient une part importante de vos ressources - comparées au salaire et aux autres sources de revenu ... L'« effet encaisses réelles » devait, selon certains, permettre de sortir de la crise des années 30 : il suffisait de laisser baisser les prix suffisamment pour que chacun, voyant le pouvoir d'achat de son « argent de poche » (au sens large) augmenter, en faire autant avec ses dépenses et « relancer » ainsi l'économie [6]. L'étudiant qui lit les manuels de ces économistes renommés doit-il en conclure que la déflation - si possible la plus forte possible - est le meilleur moyen de sortir de la crise, alors qu'il entend dire partout qu'il faut l'éviter car elle serait un « danger mortel » ?

Blanchard et Cohen se moquent du monde

Le manuel d'Olivier Blanchard et Daniel Cohen (Macroéconomie, 2013) - le premier économiste en chef du FMI, le second professeur à l'Ecole Normale Supérieure - est considéré, du moins en licence, comme la référence « sérieuse » en macroéconomie. En ce qui concerne la monnaie, et l'enchaînement LM-AD, il induit sans le moindre scrupule le lecteur en erreur.

Il ne fait pas, ainsi, de distinction claire entre masse monétaire - ou « offre de monnaie » - et monnaie banque centrale. En fait, quand Blanchard et Cohen introduisent la monnaie (p.104), il faut se reporter à une note de bas de page pour savoir que, « dans cette section », on entend par monnaie, la « monnaie banque centrale » ou « les espèces ». Le lecteur ignore toutefois si dans les nombreux graphiques des sections suivantes, le paramètre M désigne toujours cette monnaie ou quelque chose de plus large - qui inclurait, par exemple, les comptes courants. S'il est non averti, il peut penser que M se réduit aux billets (espèces) qu'il a dans sa poche, et que l'« offre de monnaie » provient de la planche à billets ... Ce n'est que tout à la fin du chapitre - après avoir fait bouger des courbes dans tous les sens en faisant varier M - qu'il est informé de l'histoire du multiplicateur monétaire, qui laisse entendre que la distinction entre monnaie de base et masse monétaire n'est pas fondamentale, du moins en ce qui concerne l'« offre de monnaie » (puisque la deuxième est un multiple de la première). Idée qui est rappelée dans le « résumé » de fin de chapitre - ce qu'il est essentiel d'en retenir. En effet, Blanchard et Cohen y écrivent :

« étant donné l'offre de monnaie, une augmentation du revenu entraîne une hausse de la demande de monnaie et donc du taux d'intérêt. Une hausse de l'offre de monnaie induit une baisse du taux d'intérêt » (nous soulignons, p 118).

La causalité va donc dans le sens « offre de monnaie » => taux d'intérêt. Exactement le contraire de ce qui se passe dans la réalité [7]. Quelle offre de monnaie ? Peu importe, puisque comme il est expliqué tout de suite après :

« quand les gens détiennent des dépôts à vue, en plus des pièces et des billets, l'effet sur l'offre de monnaie d'une quantité de monnaie banque centrale est donné par le multiplicateur monétaire » (nous soulignons)..

On peut donc s'en tenir à la monnaie banque centrale - si ce n'est aux « espèces ». Retour à la bonne vieille théorie quantitative de la monnaie du XVIème siècle...

Tout cela traduit un *mépris scandaleux des étudiants*, surtout quand on sait que Blanchard a très activement participé au débat autour de l'écart énorme qui s'est creusé, suite à la crise de 2008, entre base monétaire et masse monétaire - et qui a conduit à l'adoption des politiques « non conventionnelles » de quantitative easing, notamment en raison de la défaillance totale du « multiplicateur monétaire ».

La suite de leur manuel, *IS-LM* puis *AD-AS*, est bâtie sur l'idée de l'existence d'une « offre de monnaie », pour aboutir à la fonction de demande globale $Y^D(\cdot)$, dont l'« encaisse réelle » M/P est la principale variable [8]. L'histoire de toujours. Avec, encore, son lot de courbes, verticales ou pas, qui bougent dans tous les sens. Aucun intérêt, puisque ce qui devrait être une variable (endogène), la masse monétaire, est considérée comme un paramètre (exogène) et ce qui devrait être un paramètre (exogène), le taux d'intérêt, est considéré comme une variable (endogène). Le monde à l'envers...

Encore un ouvrage bon pour le recyclage de son papier.

L'incroyable imbroglio de l'« offre globale »

Le même type d'incohérence qui est à la base de *AD* se retrouve du côté de son pendant, l'« offre globale », *AS*. Samuelson-Nordhaus expliquent ainsi que

« l'offre globale dépend du niveau des prix, de la capacité de production et du niveau des coûts », tout en traçant la courbe la représentant en précisant qu'elle

« indique la quantité de biens et services que les entreprises veulent vendre *pour chaque niveau de prix* »

Le « niveau des coûts » a disparu ! Serait-il intégré au niveau des prix ? On ne voit pas alors pourquoi les entreprises *dans leur ensemble* et les ménages auxquels elles distribuent leurs revenus (salaires et profits)

« voudraient vendre pour 3.000 milliards de dollars pour un niveau de prix de 1.500 et 3.300 pour un niveau de 200 » (p 383).

Toujours le même sophisme de composition : une entreprise « veut vendre » plus pour un prix plus élevé de son produit, *toutes choses égales par ailleurs* (notamment, ses coûts). Pour l'ensemble des entreprises, si le niveau de prix varie, il en est de même pour le niveau des coûts - les prix des uns sont des coûts pour les autres.

Le sophisme est trop flagrant. Les autres manuels essaient d'y échapper, en reprenant la distinction entre « court terme » et « long terme ». Ainsi, Mankiw explique que :

« la courbe d'offre globale indique la quantité de biens et services produite et vendue par les entreprises à chaque niveau de prix » (p 853) [9]

et qu'

« à long terme, cette courbe est verticale alors qu'à court terme elle présente une pente positive » (ibid).

Le long terme ne fait intervenir que « l'offre de travail et de capital, ainsi que les techniques qui transforment capital et travail en biens et services » (p 383). Passons sur l'existence d'une « offre » prédéterminée de travail et de « capital » - indépendante des salaires, des prix, du taux d'intérêt...

Comme « aucun de ces facteurs ne dépend du niveau des prix », la courbe d'offre globale de long terme est *verticale* - son abscisse donnant le « taux naturel de production » (p 854). Le niveau des prix d'« équilibre » est ainsi déterminé par la demande globale et, donc, par l'« offre de monnaie » *M*. C'est si simple ... Reste le « court terme », le monde des « viscosités » (p 857) des prix (ou des salaires) et des comportements (momentanément) irrationnels. Telle l'« illusion monétaire » : aguichés par des salaires plus élevés les travailleurs augmentent leur activité, avant de s'apercevoir que les prix ont également augmenté et donc que leur pouvoir d'achat n'a pas bougé. Retour à la case départ, donnée par l'offre « de long terme », mais après un certain temps - celui nécessaire aux travailleurs pour s'apercevoir qu'ils se sont faits avoir ... Autre raison de l'écart entre court et long terme : la « viscosité » des salaires qui ne s'adaptent pas immédiatement - à une baisse du niveau des prix, par exemple - pour des raisons juridiques (les contrats ne peuvent être modifiés que dans certains délais) ou qui relèvent des us et coutumes.

Depuis les années 70, l'habitude a été prise de rajouter au tableau les anticipations des agents - qui cherchent à prévoir les variations de l'« offre de monnaie » par la banque centrale, en essayant de ne pas se faire avoir. Elles sont généralement greffées sur la [courbe de Phillips](#), une relation empirique au départ entre variations du salaire et chômage [10], [dont l'existence est sujet à débat](#), ce qui donne lieu à une multitude d'interprétations au sein même du courant dominant. Chaque manuel, ou chaque article de « recherche » ou modèle, en propose en fait sa version - « augmentée » ou pas des anticipations. [De quoi s'y perdre](#). On est loin du consensus dont les manuels - surtout élémentaires - sont censés rendre compte.

Ils n'y croient pas eux-mêmes...

Les quelques manuels donnés en exemple - à chacun de consulter ses cours et les manuels qui y sont « recommandés » [11] - sont l'oeuvre de grosses pointures en économie. Tout sauf des imbéciles - même s'ils semblent considérer que leurs lecteurs le sont. En fait, les néoclassiques puristes, tenants de la « [nouvelle macroéconomie](#) », récusent les modèles *IS-LM* et *AD-AS* au nom de la « cohérence » (seule l'approche en équilibre général est acceptable à leurs yeux), tout en se désintéressant de ce qui se passe en premier cycle. Ils se réservent pour les étudiants « avancés », triés selon leur tolérance envers la modélisation mathématique et qui n'ont pas le mauvais goût de leur poser des questions gênantes sur [la drôle d'histoire](#) qui est à la base de leurs modèles. Malheureusement, ce sont eux qui fourniront la grande majorité des professeurs, qui enseigneront ce qu'ils ont appris (avec beaucoup d'efforts) à des étudiants triés selon la même règle, et ainsi de suite... jusqu'au jour où les

bailleurs de fonds (Etat et entreprises) mettront un holà à ces délires [12].

Quant à ceux qui se qualifient de « keynésiens » - tel est le cas de Samuelson, Nordhaus, Krugman, Mankiw, Blanchard, Cohen - et qui ont rédigé des manuels dont le « coeur » est formé par le modèle AD-AS, ils n'ignorent évidemment pas ses failles (grossières). A commencer par celle qui concerne la création monétaire, faille devenue béante lors de la crise de 2008, où le système a été sauvé *in extremis* par l'action conjointe des banques centrales et des gouvernements - d'une façon n'ayant rien à voir avec ce qu'on raconte dans les manuels. Il est en fait devenu de plus en plus difficile de continuer à faire cours comme si de rien n'était - surtout dans un contexte où la défiance envers les économistes a atteint des sommets. Des économistes en vue - dont certains des rédacteurs de manuels - ont alors commencé à exprimer leurs doutes, dans leurs blogs, sur les problèmes posés par l'enseignement de IS-LM-AD-AS (en fait, surtout LM-AD), en opposition flagrante avec ce que les étudiants entendent par ailleurs.

[Scott Sumner](#) rappelle ainsi dans un texte intitulé "What does 'aggregate demand' means ?", le grand flou existant sur la notion de demande globale. Il donne l'exemple de [Wikipedia](#), censée reproduire le consensus de la profession, où il est expliqué que : $AD = C + I + G + (X - M)$, ce qui revient à identifier la demande globale AD au PIB ! Il demande alors : à quoi bon donner deux noms à la même chose ? En quoi cette « demande globale » se distingue-t-elle de l'« offre globale » ? Pourquoi ne pas appeler « revenu national » la demande globale et « offre globale » le PIB, tout en sachant qu'ils sont par définition toujours égaux (identité comptable) ? [13] Les 134 "commentaires", dont plusieurs par des économistes en vue, suscités par le texte de Sumner donnent une idée de la confusion qui règne dans la profession sur ce qui est le « coeur » de la macroéconomie, le minimum que tout étudiant de la discipline devrait savoir.

De son côté, [Cameron Murray](#) se demande avec angoisse comment enseigner le modèle AD-AS alors qu'il est vérolé par les sophismes de composition. N'est-ce pas une des tâches essentielles des enseignants d'apprendre à les éviter, ou à les déceler ?

Le débat parmi les « keynésiens » rédacteurs de manuels de macroéconomie sur le contenu du modèle AD-AS, et son précurseur IS-LM, est en fait récurrent. C'est ainsi qu'un autre blogueur célèbre, Simon Wren Lewis, professeur de macroéconomie à Oxford, a publié en février 2012 un texte intitulé « [Why introductory macroeconomics should ditch the LM curve](#) » où il écrit

« D'accord pour IS, mais pas pour LM. Pour une raison évidente : les banques centrales n'adoptent pas une règle qui détermine l'offre de monnaie. Il serait bien de pouvoir raconter aux étudiants que la fiction selon laquelle les autorités monétaires déterminent l'offre de monnaie peut être acceptée sans dégâts, mais je ne pense que c'est le cas. Il y a au moins trois erreurs ou confusions qui proviennent de l'utilisation de LM ».

Wren Lewis propose alors sa propre solution, qui consiste à envisager un modèle formé par la courbe IS à laquelle on rajoute une « courbe de Phillips » et une règle monétaire. Il ne semble toutefois pas avoir été suivi [14]. Paul Krugman a dû finalement admettre, à son grand regret, qu'il faut « [ranger IS-LM au fond du tiroir](#) »... sauf dans le cas particulier où l'économie est tombée dans une « trappe à liquidité ». Pourquoi alors ne pas s'en tenir à ce seul cas - qui revient à fixer le taux d'intérêt (à une valeur nulle, ou presque) ?

[Frances Coppola](#) et [Chris House](#), d'autres blogueurs de renom, lui emboîtent le pas en cherchant à tenir compte de ce que M est endogène, tout en considérant que la base monétaire ne l'est pas. Sans proposer vraiment de solution .

David Romer, auteur d'un manuel très connu de macroéconomie « approfondie », a bien proposé, en 1999, un modèle IS-MP, où la courbe MP remplace LM. Elle représente une règle monétaire très rudimentaire consistant en ce que la banque centrale « augmente (diminue) le taux d'intérêt quand le produit augmente (diminue) » [15]. Cette règle fait donc de la banque centrale un agent passif, qui se contente de réagir aux variations du PIB - alors qu'elle a pour mission d'en contrôler les variations (nominales), en agissant notamment sur le taux d'intérêt. On passe d'une contre vérité - le contrôle de M - à une autre - une banque centrale « suiviste ». Romer ne semble pas avoir convaincu les auteurs de manuel. [Krugman](#) évoque une solution du même type, mais un peu plus élaborée. Elle serait formée par « la courbe IS plus la règle de Taylor plus la courbe de Phillips » et qui fournirait « le modèle qu'on aimerait vraiment utiliser pour les Etats Unis aujourd'hui ». Mais il ajoute qu' « il est rempli d'effroi (*it fills me with dread*) » quand, confronté au problème de la réédition de son manuel, il envisage de remplacer AD-AS par cette solution - qui serait pourtant, selon lui, bien plus appropriée (du moins pour les Etats Unis : à quand les manuels par pays ?).

En attendant, les étudiants n'ont qu'à continuer à faire bouger les courbes en jouant avec M...

Pourquoi enseigne-t-on encore de telles absurdités ?

Il est difficile de comprendre pourquoi on continue à enseigner les modèles *IS-LM* et *AD-AS* à la grande masse des étudiants de premier cycle - alors que personne, ou presque, n'y croit vraiment [16]. Une raison souvent avancée est leur relative simplicité : faire bouger des courbes - et les « équilibres » donnés par le point où elles se coupent - fait partie du rituel des économistes, surtout si cela aboutit à la confrontation d'une offre et d'une demande. Cela fait scientifique, tout en étant facile et reposant pour l'enseignant - et rassurant pour l'étudiant, auquel on fournit des « explications » simples et toutes faites, qui a ainsi l'impression d'avoir appris quelque chose. Lorsqu'on passe aux choses sérieuses, avec les étudiants de second cycle ou en « recherche », les choses changent. La plupart des enseignants et « chercheurs » ne se privent pas alors de manifester leur mépris pour *IS-LM* et *AD-AS*, certains allant même jusqu'à demander la suppression de leur enseignement. Pour eux, seule est valable, « cohérente », une macroéconomie « à fondements microéconomiques », dont les modèles à agent représentatif sont l'expression la plus avancée. L'étude de ces modèles exige, toutefois, un niveau mathématique (intégrales indéfinies, équations différentielles non linéaires) bien supérieur à celui qu'on attend de l'étudiant moyen en économie. Se limiter, en premier cycle, à la seule présentation « littéraire » de ce modèle n'est cependant pas possible, car elle se heurterait à l'incrédulité des étudiants, qui ne manqueraient pas de (se) demander où est l'intérêt de chercher à représenter l'évolution de l'économie toute entière par le choix d'un agent unique - désigné parfois, naïvement, par leurs auteurs par l'expression « planificateur collectif ([social planner](#)) » [17].

Mieux vaut donc laisser les étudiants patauger dans *IS-LM* et *AD-AS*, tout en leur faisant croire qu'ils font de la science.

Faut-il désespérer de la macroéconomie ?

Oui, si on s'en tient à celle des manuels - du moins à tout ce qui a trait à la construction *IS-LM-AD-AS* et à la croissance ([modèle de Solow](#)), ce qui en est la plus grosse partie théorique [18]. Non, si on s'intéresse à la macroéconomie « de terrain », celle qui s'appuie sur un certain nombre d'idées simples, suggérées par la théorie ou l'observation des faits, dont on cherche à tester la validité - fut-elle passagère. A la différence des microéconomistes, qui peuvent se livrer à des spéculations sans fin sur des agents et des « marchés » fictifs, les macroéconomistes ont pour vocation de se frotter à la réalité - les gouvernements et les banques centrales, notamment, attendent d'eux qu'ils leur fournissent des explications, des prévisions, des évaluations de divers scénarii de politique économique. Il existe un nombre incalculable d'études de tout genre, dont certaines sont pleines d'informations et d'enseignements intéressants, sur l'évolution de la production, de la consommation, de l'investissement, du chômage, du niveau des prix, des dépenses et de la dette (privée et publique), etc. Elles permettent, en s'appuyant sur l'observation du passé (histoire économique) et de divers pays de tester la validité de certaines idées ou relations que la théorie propose ou que des données partielles suggèrent. Ces tests sont évidemment rarement concluants - essentiellement parce que l'hypothèse *toutes choses égales par ailleurs* n'est jamais vérifiée lorsqu'on étudie une société. Des relations qui semblaient acquises à certaines périodes ont été contestées ou n'ont plus été considérées comme valables à d'autres - soit parce que les circonstances ont changé, soit pour des raisons idéologico-théoriques. Au point qu'il n'existe aucune relation ou « loi » qui fasse consensus chez les macroéconomistes [19]. Il en existe toutefois quelques unes, très peu nombreuses - tel le multiplicateur keynésien - qui peuvent être défendues en s'appuyant à la fois sur l'observation des faits et des arguments théoriques simples, qui relèvent essentiellement du bon sens. Relations qualitatives plutôt que quantitatives, qui ne sont valables que dans certaines circonstances, que le macroéconomiste doit donc évaluer.

L'économiste ne peut, par exemple, rester indifférent - ou proclamer son ignorance - devant des questions aussi brûlantes que celle de la nécessité de mener une politique dite « d'austérité » dans un pays qui est en récession - ou a atteint un taux d'endettement (ou d'inflation) jugé « insupportable » par certains. Le rôle du macroéconomiste est alors d'avancer les arguments pour ou contre, en les justifiant (ou en les réfutant) par l'étude de cas semblables dans le passé - tout en sachant que les circonstances ne sont jamais tout à fait les mêmes - ou en faisant appel à l'économétrie. Ainsi, l'[impact des politiques d'austérité sur la confiance des agents](#) économiques joue un rôle

essentiel dans les arguments avancés en faveur, ou contre, les politiques d'austérité. D'où les tentatives faites pour mesurer cet impact qui peuvent aider à la prise de décision des gouvernants - tout en sachant combien les résultats de ces études sont sensibles aux situations où elles ont été effectuées.

Il est ainsi possible d'organiser, et d'enseigner, une autre macroéconomie, passionnante, qui s'appuierait sur les faits, l'expérience historique, les diverses théories qui cherchent à les expliquer, etc. Tout en ne créant pas d'illusion en ce qui concerne l'existence - ou la possibilité de l'existence - de modèles - tels AD-AS ou les DSGE - ayant la prétention d'apporter des explications « globales » chiffrées faisant illusion, tout en s'appuyant sur des hypothèses farfelues ou manifestement fausses.

[1] Tout l'ouvrage est à l'avenant. Par exemple, page 480, où il est expliqué que « le multiplicateur monétaire résume la logique de la création monétaire », page 504 que le « mécanisme de transmission monétaire » est résumé par les implications : « baisse des réserves => baisse de l'offre de monnaie M => hausse du taux d'intérêt => ... » ou encore page 508 : « hausse de M => hausse de i => baisse de I ... ». Au départ il y a toujours la « quantité de monnaie » (banque centrale).

[2] Quand le taux d'intérêt est proche de zéro (trappe à liquidité), les banques centrales cherchent à stimuler l'activité en rachetant des titres aux banques ou aux entreprises, en incitant les premières à faire plus facilement crédit aux deuxièmes, en espérant qu'elles augmenteront leurs investissements.

[3] Question de rajouter à la confusion, Samuelson et Nordhaus utilisent des phrases comme « La Fed approvisionnera les besoins de ménages et des entreprises au taux de ... » (p. 504), comme si c'était la banque centrale qui « approvisionne » les ménages et entreprises. L'étudiant pense alors à la planche à billets. Lamentable...

[4] Soit les salaires sont pris en compte dans le « niveau des prix », soit ils ne le sont pas. Mais alors il faut préciser leur lien avec les prix, tout en les intégrant d'une façon ou d'une autre, directement, dans la demande globale - dont ils sont en fait un élément essentiel.

[5] Samuelson et Nordhaus s'y réfèrent d'ailleurs dans la suite de la citation précédente « La pente de la courbe DG est négative en raison de l'effet d'encaisses réelles » (p 440).

[6] Samuelson, le même ..., s'est moqué (ailleurs) du ridicule de cette « solution », en remarquant qu'il n'y alors pas de raison pour que la baisse des prix s'arrête. Pourquoi ne pas la poursuivre jusqu'à ce que, par exemple, toute la valeur du PIB soit égale à 1 dollar...

[7] Pour bien le signifier, certains proposent de parler de « diviseur de crédit ». Ce qui est plus correct, mais il ne faut pas en déduire qu'il existerait une relation simple entre taux d'intérêt et crédit (ou masse monétaire).

[8] Une des questions les plus débattues parmi les économistes est celle du poids de la richesse - et non de leurs « encaisses » - dans la consommation des ménages, et donc des conséquences sur elle d'une baisse du niveau des prix.

[9] Noter le « produite et vendue », différent du « veulent vendre » de Samuelson et Nordhaus, qui évite la confusion avec le cas de la courbe d'offre d'une entreprise qui donne ce qu'elle « veut vendre » à chaque prix (et ne vend effectivement qu'à l'équilibre).

[10] Les salaires ont été vite remplacés par les prix, ce qui en change - du moins pour certains - le sens.

[11] L'ouvrage collectif *Analyse Macroéconomique* (éd. La Découverte, 2000), qui se présente comme un état des lieux de la macroéconomie « moderne », commence avec IS-LM, puis AD-AS, en effectuant les mêmes erreurs grossières que les manuels « élémentaires » (voir notre brève à ce sujet).

[12] L'ouvrage collectif *Analyse Macroéconomique* (éd. La Découverte, 2000), qui se présente comme un état des lieux de la macroéconomie « moderne », commence avec IS-LM, puis AD-AS, en effectuant les mêmes erreurs grossières que les manuels « élémentaires » (voir [notre brève à](#)

[ce sujet](#)).

[13] Huit mois après que Scott Sumner, un des bloggeurs les plus en vue en économie, ait fait sa remarque, le texte de *Wikipedia* n'a pas changé...

[14] S'il évite la contre vérité M exogène, il n'échappe pas aux incohérences inhérentes à la superposition d'équations relatives à des équilibres partiels.

[15] La courbe *MP* représente en fait un règle monétaire, extrêmement rudimentaire, il est vrai. La façon dont Romer lit le diagramme *IS-MP* diffère profondément de l'interprétation usuelle de *IS-LM* : pour lui *i* « détermine » *Y* dans *IS*, et *Y* « détermine » *i* dans *MP*, alors que dans *IS-LM* on envisage les couples (*Y, i*) comme des « équilibres » de « marchés » (« des biens » et de la « monnaie »).

[16] [Simon Wren-Lewis](#), professeur à Oxford avance une raison très « terre à terre » : le coût qu'implique une modification en profondeur des manuels - devenus particulièrement volumineux.

[17] Le *Macroeconomics* de Robert Barro (1986) qui commence avec « L'économie de Robinson Crusoe » et poursuit jusqu'à la fin sur cette base, est une sorte de curiosité, une voie que les autres auteurs de manuels, même les partisans des *DSGE*, n'ont pas suivie (en premier cycle).

[18] Il est clair que toute la partie concernant les relations avec l'extérieur est nulle et non avenue si le modèle « en économie fermée », dont elle n'est qu'un élargissement, est manifestement faux...

[19] Sauf la proposition minimaliste, et presque évidente, qu'« on ne peut battre les marchés ».